

L'angoisse et l'aveu

PIERRE LÉVY

 envoyer par mail | 129

25 mars 2013

Article en PDF: 

Ahurissant. Surréaliste. Edifiant. Comment qualifier autrement le discours qu'a tenu François Hollande le 5 février à Strasbourg ? A Strasbourg, car où, ailleurs que dans la bulle autiste que constitue l'hémicycle européen, de tels propos seraient-ils encore recevables ? Imagine-t-on le président français aller à la rencontre des salariés de Mittal, de Renault, de PSA en leur déclarant : « l'Europe est une formidable idée, une immense aventure, une construction politique exceptionnelle » ? Ou bien rendre visite à ceux de Good Year, de Sanofi, de Petroplus pour leur assurer qu'« elle a produit un modèle envié sur tous les continents, elle a instauré la paix, les droits de l'Homme, la démocratie » ?



Les eurodéputés, eux, ont adoré. Car le maître de l'Elysée, rappelant qu'il a placé « *la réorientation de l'Europe au cœur de son action* », a cajolé ses auditeurs en annonçant que « *le moment est venu de lancer le grand chantier de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire* », expression codée qui désigne le transfert des derniers leviers nationaux vers le futur « *gouvernement économique* » européen.

L'orateur a précisé que ledit « *grand chantier* » comprenait notamment la mise en commun des dettes nationales (« *eurobonds* »), une « *union politique plus forte* », de « *nouveaux instruments financiers, et un budget (...) de la zone euro* ». Il s'est cependant réjoui que beaucoup ait déjà été fait : « *l'Europe a été capable de se doter de moyens indispensables pour garantir le sérieux budgétaire, les Etats eux-mêmes ont ratifié le traité budgétaire, et la France – sous mon autorité – en a pris la responsabilité* ». Le président a également salué l'action de la Banque centrale européenne et le lancement du Mécanisme européen de stabilité.

A peu près au même moment, mais dans le monde réel – c'est-à-dire celui des peuples soumis aux conséquences de ces remarquables « *avancées* » – Caritas publiait une étude terrifiante décrivant l'extension de la misère dans les pays soumis à l'austérité la plus brutale. Au point que l'organisation caritative catholique, rarement considérée comme radicale ou subversive, concluait que cette situation est de nature à mettre en question « *la légitimité même de l'Union européenne* ».

Qu'à cela ne tienne : le mot d'ordre que François Hollande a fait ovationner à Strasbourg est bel et bien la rengaine que servent les dirigeants européens depuis le début de « *l'immense aventure* », en substance : ce qui n'a pas marché avec l'Europe... finira par marcher avec plus d'Europe encore. Au passage, le président n'a pas manqué pas de vanter l'Europe « *continent de paix et de démocratie (...) qui apporte au reste du monde son héritage, ses valeurs, ses principes* ». Son prédécesseur avait jadis fait montre de la même humilité en martelant que « *l'Europe est aujourd'hui la seule force capable (...) de porter un projet de civilisation* ».

Mais le plus remarquable de la prestation élyséenne est tout même cette angoisse qui forme le fil rouge du discours. Dès ses premiers mots, le chef de l'Etat s'interrogeait gravement : « *comment faire pour retrouver l'adhésion, pour faire resurgir l'envie d'Europe ?* ». Et concluait en s'inquiétant de l'état d'esprit populaire : « *le risque n'est plus l'indifférence, mais le détachement, pour ne pas dire la rupture* ».

Notons l'extraordinaire aveu. Et, plus encore, la conception implicite qui prévaut désormais parmi les dirigeants européens : plutôt que d'appliquer, fût-ce imparfaitement, le programme que les citoyens ont choisi en les élisant, leur « *mission* » (confiée par qui ?) consiste à tenter de convertir le peuple à une « *construction* » dont ils reconnaissent eux-mêmes qu'elle est massivement rejetée. Cette inversion de la démocratie nous ramène plusieurs siècles en arrière.

François Hollande a d'ailleurs résumé avec une confondante ingénuité l'angoisse qui l'étreint, lui et ses pairs : « *ce qui nous menace aujourd'hui n'est plus la défiance des marchés, c'est celle des peuples* ».

On ne saurait mieux dire.

Source : Bastille République Nation

Photo : Sébastien Duhamel

Francois Hollande - Union Européenne

Haut de la page - Accueil

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio